

## **L'agriculture industrielle en Inde : les conséquences de la révolution verte** **sur l'économie agricole et la paysannerie**

Dès la restitution entière de sa souveraineté en 1947, la République indienne voulait s'engager à tout prix dans l'industrialisation mais désirait surtout manifester son indépendance nationale par la mise en place d'une économie autonome. Afin d'y parvenir, l'Inde devait avant tout atteindre l'autosuffisance alimentaire<sup>1</sup>, ce qu'elle concrétisa en s'engageant dès les années 60 dans la « révolution verte ». Avec une population fortement rurale, le développement de l'agriculture était alors vu comme une des conditions sine qua non du développement tout comme de la croissance. Ainsi, en se débarrassant d'une contrainte extérieure liée aux exportations de denrées alimentaires (et donc à des dépenses inutiles), l'Inde pouvait alors s'assurer un avenir plus serein, assurant des millions d'emplois à ses habitants dans le milieu rural. Mais cette révolution ne pouvait passer que par l'utilisation intensive d'engrais chimiques et de pesticides permettant de sauver près de 10 à 30% de la récolte agricole annuelle. Considérée alors comme un progrès technique indispensable à la maximisation des rendements, la production intensive basée sur ces intrants chimiques fut accueillie favorablement par l'ensemble des paysans qui virent alors leurs revenus augmenter et purent assurer les besoins fondamentaux de leur famille. A l'époque les conséquences d'un tel mode de production agricole étaient encore partiellement inconnues et les effets pervers de celui-ci ont eu des conséquences tardives, s'accompagnant d'un retentissement patent sur l'économie agricole et donc la population rurale, représentant 650 millions de paysans.

En nous appuyant sur l'exemple indien nous montrerons les ratés de la révolution agricole dans les PED et leurs conséquences sur l'économie et la population rurale.

Premièrement nous présenterons un état des lieux de l'économie agricole indienne depuis le début de la révolution verte. Puis nous montrerons que malgré un panorama

---

<sup>1</sup> En effet l'Inde était confrontée régulièrement à la famine, dont celle de janvier 1966 qui entraîna même des émeutes. Cent millions de personnes étaient menacées de mourir de faim.

politique et économique plutôt décourageant, des solutions existent et que la société civile indienne se mobilise pour résoudre cette crise. Finalement nous nous attacherons à présenter l'intérêt de la révolution agricole mais aussi ses ratés et ses conséquences néfastes dans les PED.

## **I. Les conséquences socio-économiques mais aussi écologiques de la révolution verte en Inde**

### A/ Une population rurale fortement dépendante de l'agriculture : état des lieux.

- **les chiffres de l'économie indienne**

L'Inde est un pays dont l'économie et la population sont largement tributaires de l'agriculture. En effet en 2005, l'agriculture représentait 22% du PNB et les emplois dans l'agriculture représenteraient 60% de l'emploi total. Le taux de pauvreté en 1999 s'élevait quant à lui à 30%. Il y a par ailleurs un trait culturel intéressant à remarquer pour comprendre cette forte dépendance à l'agriculture : une bonne partie de la population indienne est végétarienne<sup>2</sup>.

L'économie apparaît donc dépendante de la production agricole. En effet, le PIB réel a augmenté de 6,9 % en 2004-05 contre 8,5 % un an auparavant. Cette baisse était essentiellement le résultat d'une croissance agricole plus faible due à des précipitations moins abondantes pendant la mousson<sup>3</sup>.

Mais plus que l'économie, c'est la population qui reste la plus dépendante des rendements agricoles. En effet, l'Inde compte aujourd'hui environ 650 millions de *kisan*, c'est à dire des paysans cultivant eux-mêmes des parcelles de terres dont ils sont le plus souvent propriétaires. Ces petits exploitants, qu'il faut bien distinguer des grands propriétaires terriens, symbolisent autant la pauvreté et le retard du pays que son développement à deux vitesses.

---

<sup>2</sup> Certains quartiers des grandes villes ont même vu se développer des problèmes de cohabitation entre végétariens et non végétariens. Aujourd'hui il arrive que les végétariens se regroupent dans des immeubles où ils ne seront plus indisposés par les pratiques culinaires des non végétariens.

<sup>3</sup> Source : [www.wikipedia.fr](http://www.wikipedia.fr)

Aujourd'hui la santé autant que la survie de ces paysans est mise en jeu. En effet leur sécurité alimentaire<sup>4</sup> est de plus en plus mise à mal, ce qui constitue un risque permanent pour la continuité de leur activité agricole.

### B/ Les conséquences tardives et tragiques de la révolution verte : la grande désillusion.

Les groupes industriels des pesticides et des engrais avaient promis monts et merveilles aux habitants de la planète avec leurs produits miracles censés vaincre l'insécurité alimentaire. Malheureusement le miracle ne fut qu'éphémère : le pire est de constater aujourd'hui que les produits utilisés par les paysans pour maximiser leur rendement ont un effet contraire et les accule à l'endettement, la misère et l'exode... Avec la crise agraire, de nombreux paysans risquent aujourd'hui de perdre tout moyen de subsistance. La Révolution verte n'était pas une stratégie intégrale mais au contraire très réductrice. Les pratiques non durables auxquelles elle a donné lieu ont appauvri les sols et les gens<sup>5</sup>.

- **De l'allégresse...**

Il n'y a pas si longtemps personne n'aurait cru que cela finirait ainsi, comme le montre l'exemple du Penjab, le « grenier de l'Inde ». Il y a 40 ans, le Penjab s'est lancé dans la fameuse Révolution verte. Il fallait alors absolument garantir la sécurité alimentaire du pays, et donc réduire la dépendance de l'Inde à l'égard des importations venues d'Occident<sup>6</sup>.

Pendant les deux décennies qui ont suivi la Révolution verte, la productivité agricole au Pendjab s'est accrue d'environ 6% par an. Au milieu des années 80, les rendements du blé et du riz avaient triplé. Incontestablement, cette révolution a permis une forte hausse des revenus pour les paysans indiens. Au Pendjab, le revenu moyen a été multiplié par plus de sept en 20 ans. Mais il y a un revers à cette prospérité.

Lentement, les terres deviennent stériles à cause des pratiques culturales employées pour doper les rendements. Toujours soucieux de produire plus, les agriculteurs ont abusé des

---

<sup>4</sup> On parle de sécurité alimentaire lorsque les habitants d'un pays ont un accès sûr et durable à l'alimentation dont ils ont besoin pour être en bonne santé et mener une vie active. Aujourd'hui, dans un monde de prospérité croissante et d'abondance, 840 millions de personnes souffrent toujours de la faim et de la malnutrition.

<sup>5</sup> [http://www.unesco.org/courier/2001\\_01/fr/doss22.htm](http://www.unesco.org/courier/2001_01/fr/doss22.htm)

<sup>6</sup> 10 millions de tonnes en 1967.

engrais chimiques et des pesticides, changé les assolements et puisé sans réserve dans les nappes phréatiques.

Dès la fin des années 60, le père de la Révolution verte, M.S. Swaminathan, avait tiré la sonnette d'alarme : «*L'irrigation sans dispositif de drainage risque de rendre les sols alcalins ou salins. Et l'usage excessif des pesticides et des herbicides peut perturber l'équilibre biologique*», avait-il prévenu devant le Congrès de la science indienne en 1968<sup>7</sup>. Mais ses mises en garde n'ont pas été entendues.

Selon un rapport officiel de 2000, l'usage croissant des engrais chimiques au Penjab (5 000 tonnes utilisées en 1960-1961; 1,3 million de tonnes en 1998-1999) a provoqué dans les sols de graves déficiences en oligo-éléments. Ce à quoi répondent tristement les agriculteurs : «*Puisque le sol a perdu son aptitude naturelle à nourrir les cultures, il faut bien continuer à ajouter des engrais! Et bien sûr, le coût de production augmente.*» Par exemple, le coût de production de la tonne de blé a presque triplé en 12 ans, passant de 30 dollars en 1984-1985 à 80 dollars en 1997-1998<sup>8</sup>.

Face à l'aggravation de la crise, diverses mesures ont été proposées. Selon un membre éminent du Conseil indien de la recherche agricole, S.K. Sinha, l'une des mesures les plus urgentes serait de réduire la salinité des sols. Il préconise aussi d'inciter les agriculteurs à choisir l'agriculture biologique, à utiliser des engrais organiques et à réduire leur dépendance à l'égard de cultures trop gourmandes en eau. En effet les cultures lancées lors de la révolution verte n'étaient plus adaptées aux conditions climatiques et pour cela demandaient encore plus d'engrais ou d'eau<sup>9</sup>.

- **...à la détresse**

La crise n'affecte pas que le Penjab, mais l'ensemble de l'Inde souffre aussi de la baisse des rendements. Un million et demi d'hectares seraient déjà dégradés<sup>10</sup>. Si la tendance se poursuit, les rendements moyens par hectare vont décroître, tandis que les engrais, toujours plus nécessaires, feront monter les coûts de production : une équation mortelle pour les petits

---

<sup>7</sup> [http://www.unesco.org/courier/2001\\_01/fr/doss22.htm](http://www.unesco.org/courier/2001_01/fr/doss22.htm)

<sup>8</sup> [http://www.unesco.org/courier/2001\\_01/fr/doss22.htm](http://www.unesco.org/courier/2001_01/fr/doss22.htm)

<sup>9</sup> [http://www.unesco.org/courier/2001\\_01/fr/doss22.htm](http://www.unesco.org/courier/2001_01/fr/doss22.htm)

<sup>10</sup> Alors que la superficie de l'Inde est de 3 287 590 km<sup>2</sup>

paysans. Plusieurs enquêtes ont montré que pour continuer à produire, la majorité des agriculteurs s'endettent à court terme à des taux d'intérêt très élevés.

Pour ces raisons, près de 5000 hommes se sont suicidés depuis 1997<sup>11</sup> dans l'Etat d'Andhra Pradesh (sud est du pays), dans lequel se produisent près de 3/4 des suicides d'agriculteurs en Inde<sup>12</sup>. La raison de cette terrible hécatombe est la misère : le phénomène connaît une ampleur sans précédent et touche toutes les parties de la région. Si la plupart des cas ont lieu dans les zones arides (cette région enregistre en effet les plus faibles taux de précipitations du pays), les districts les mieux irrigués sont également concernées. De plus la misère touche tous les types d'agriculteurs.

La vie des petits paysans est aujourd'hui directement menacée par le manque d'eau, qui rend chaque récolte aléatoire. Pressés par la nécessité, les cultivateurs prennent des risques toujours plus grands et investissent dans de coûteux forages sans avoir l'assurance de tomber sur une nappe phréatique exploitable.

Selon l'enquête publiée par le quotidien *Prajashakti*, la plupart des suicidés avaient souscrit des emprunts auprès de prêteurs privés, de marchands de pesticides et d'engrais, et de « sociétés financières » locales : des crédits très coûteux, puisqu'ils sont assortis de taux d'intérêt variant généralement entre 36 et 60%, certains atteignant même 120% !<sup>13</sup> Or le débiteur défaillant est souvent humilié en public par le prêteur et voit son bétail confisqué et sa maison vidée.

Poussés à bout par la faim et le surendettement, les habitants de six villages du Penjab ont décidé de prendre une mesure extrême il y a quelques années: mettre leur village aux enchères, avant de se suicider en masse<sup>14</sup>. Et l'exemple a été suivi dans d'autres Etats. Dans le Maharashtra, les villageois de Chingapour ont invité le président de l'Union indienne et le Premier ministre à assister à un « marché humain ». Il s'agissait en fait de vendre non plus leur village, mais leurs organes, notamment leurs reins<sup>15</sup>.

---

<sup>11</sup> C'est à dire en 7 ans, l'article datant de 2004.

<sup>12</sup> « Epidémie de suicides dans les campagnes », V. Shridar, page 76-77.

<sup>13</sup> Courrier international mars-avril-mai 2006, Hors-série Inde, V. Shridar, page 76-77.

<sup>14</sup> Je n'ai pas trouvé d'informations précisant si le phénomène s'est avéré.

<sup>15</sup> Faits rapportés par le webzine [www.countercurrents.org](http://www.countercurrents.org)

## **II. Quels problèmes et quelles solutions pour la paysannerie indienne**

### **A/ Le problème de la corruption et du sous investissement de l'Etat indien**

Le gouvernement élu le 13 mai 2004 avait alors promis dans sa campagne d'aider financièrement les familles des victimes<sup>16</sup>. Selon un dirigeant local du Parti indien communiste de l'Andhra Pradesh, le gouvernement devrait « *mettre immédiatement en place un moratoire de un an sur le remboursement des emprunts agricoles. Ce n'est qu'ainsi que les prêteurs cesseront de harceler les paysans. Le gouvernement pourra alors mettre sur pied des mesures pour permettre à ces derniers de rembourser [...] Il faudra peut-être annuler entièrement la dette des plus pauvres* »<sup>17</sup> Selon cette même personne les *panchayat* (conseils de village), qui représentent le niveau institutionnel le plus proche des paysans, ont un rôle à jouer. Mais le gouvernement central ne semble pas être prêt à faire passer le sort de ses paysans avant la recherche de puissance tant économique que militaire. Qui plus est la corruption institutionnalisée et le manque évident de volonté régnant en Inde semblent empêcher tout succès de politique agraire<sup>18</sup>.

En effet le fléau majeur de l'Inde réside dans la corruption qui sévit à tous les échelons -central, étatique et local- de l'administration. Par exemple, des fonds pour le développement sont alloués à chaque député pour sa circonscription. Sur ces fonds, la ou le député en question prélève 20% de commission avant même que toute initiative soit engagée. Lorsque les travaux effectifs sont engagés, les contractants locaux se livrent à toutes sortes de « magouilles » pour réduire leurs coûts, de sorte que les projets sont compromis dès le départ. A tous les niveaux et dans tous les domaines de la vie sociale, politiciens et bureaucrates empochent quotidiennement des bakchichs<sup>19</sup>.

En août 2005, la Banque Mondiale a accordé à l'Inde un prêt de 7, 8 milliards d'euros pour accélérer le développement rural durant les trois prochaines années<sup>20</sup>. Mais l'Inde a une population dynamique, indépendante et solidaire qui ne compte pas rester les bras croisés face à un enjeu aussi important.

---

<sup>16</sup> Les plus cyniques ont alors expliqué que c'est cette annonce qui aurait causé la hausse du nombre de suicides.

<sup>17</sup> Courrier international mars-avril-mai 2006, Hors-série Inde, V. Shridar, page 76-77.

<sup>18</sup> Les agriculteurs subissent alors les conséquences du manque d'investissements publics dans le secteur de l'irrigation. Autre problème : le prix des ventes de produits agricoles. Et le gouvernement refuse d'intervenir pour stabiliser les marchés.

<sup>19</sup> Courrier international mars-avril-mai 2006, Hors-série Inde, Ehsan Ahrari, page 88-89.

<sup>20</sup> Ibid.

### B/ Face à l'immobilisme étatique, la société civile se mobilise

La société civile indienne est particulièrement active : droits de l'homme, développement rural, éducation etc., les activistes sont présents dans tous les secteurs. Au niveau régional, ils apportent souvent un soutien déterminant à ceux qui, sans voix, tentent malgré tout de faire évoluer la situation. La présence de ces militants a même des implications internationales, puisque nombre d'entre eux agissent dans les grandes organisations multilatérales et les groupes de pression au niveau mondial<sup>21</sup>. Ainsi nombres d'associations se sont créées pour venir en aide aux paysans. Le fait important qui apparaît est la mobilisation depuis les années 1990 de jeunes universitaires diplômés à la fibre sociale.

Sortis des plus prestigieuses écoles de management, ils étaient promis à de hautes fonctions. Mais ils ont préféré mettre leurs compétences au service des paysans pauvres. Voici donc une nouvelle génération de Bons Samaritains sortis d'école de commerce, qui se donnent pour but de créer de la valeur ajoutée au bénéfice de la société et d'utiliser leur formation pour trouver des solutions aux problèmes sociaux de leur pays.

Le cas de Vijay Mahajan<sup>22</sup> est révélateur d'un nouvel état d'esprit chez certains nouveaux diplômés. Il est sorti parmi les meilleurs du célèbre Indian Institute of Technology, mais après sept années au service de firmes occidentales, influencé par des proches, il a décidé de changer de voie : « [...] nous y sommes allés faire du bénévolat et nous avons été frappés par la profondeur du fossé séparant le monde rural du monde urbain. Nous avons alors compris que, si notre éducation de qualité devait servir à quelque chose, ce serait à ça. ». En 1982, il a fondé une ONG, *Pradan*<sup>23</sup>, qui compte aujourd'hui plus de 250 professionnels, dont certains diplômés. Des années plus tard, il fonde la première institution de micro finance indienne, *Basix*, qui a déjà prêté environ 76 millions d'euros à plus de 150 000 villageois<sup>24</sup>.

---

<sup>21</sup> L'organisation, en 2004 à Bombay, du Forum social mondial fut une des illustrations les plus flagrantes de cette forte présence. Plus de 135 mouvements et organisations faisaient partie du comité organisateur.

<sup>22</sup> Courrier international mars-avril-mai 2006, Hors-série Inde, Arindham Mukherjee, page 78-79.

<sup>23</sup> Professional Assistance for Development Action, l'acronyme signifie « don » en hindi

<sup>24</sup> En s'inspirant de la célèbre Grameen Bank de Muhammad Yunus au Bangladesh, dont l'action porte cependant aujourd'hui à controverse.

Face à ce mouvement exemplaire de solidarité nationale, certaines universités se sont spécialisées dans le développement rural durable en Inde. Les étudiants sont très nombreux à répondre à des appels à projet. Leurs objectifs ne sont alors plus le profit effréné mais la réalisation de projets permettant aux paysans de se procurer de véritables revenus et les libérer des griffes des intermédiaires, des marchands et des prêteurs, mais aussi d'établir un contrôle sur le processus de commercialisation des produits. Les retombées se font déjà sentir dans certains villages, mais la tâche reste immense...

L'Inde est bien la plus grande démocratie au monde, non pas par la justice qui y règne, mais par l'activisme important dont font preuve ses habitants.

### **III. Les raisons de l'expansion limitée de la révolution agricole dans les pays en voie de développement.**

Au nom de l'éradication des pénuries alimentaires, la « révolution verte » a délibérément mis fin à l'agriculture biologique à cultures multiples, manuelle et locale, pratiquée en Inde depuis des millénaires, pour lui substituer une agriculture chimique de monoculture, mécanisée et à grande échelle. La révolution verte ne viendra pas à bout de la malnutrition, avec les conséquences que nous lui connaissons. Dans cette sous partie nous détaillerons quels sont les processus de la mondialisation et de la technicisation qui ont abouti à une hausse de la pauvreté dans les milieux ruraux des pays en voie de développement en général (et non seulement de l'Inde).

- **La faible pénétration de la révolution agricole contemporaine.**

Dans les pays en voie de développement, l'immense majorité des paysans n'a pas eu les moyens d'accéder lors de leur révolution agricole à la grande motorisation-mécanisation, très coûteuse. Dans quelques régions cependant, quelques grands entrepreneurs agricoles (disposant de milliers d'hectares et utilisant une main d'œuvre peu payée) ont profité de l'inflation et des prix agricoles internationaux relativement élevés des années 1970, ainsi que des crédits avantageux pour s'équiper à leur tour. Aujourd'hui, les plus performantes de ces très grandes exploitations ont une productivité aussi élevée que celle des pays d'agriculture



industrielle à hauts rendements (Etats-Unis et U.E.), mais avec un coût en main-d'œuvre beaucoup moins élevé<sup>25</sup>.

- **La révolution verte et ses limites.**

Toujours dans les pays en voie de développement, à partir des années 1960, la révolution verte s'est développée beaucoup plus largement. Basée sur la sélection de variétés, à fort rendement potentiel (riz, maïs, blé, soja), basée aussi sur une large utilisation des engrais chimiques, des produits de traitement et dans certains cas la bonne maîtrise de l'eau, la révolution verte a été adoptée par les agriculteurs capables d'en tirer partie. Dans certains pays les pouvoirs publics ont contribué financièrement à la diffusion de ces nouveaux modes de production<sup>26</sup>.

Pourtant de très nombreux paysans n'ont pas eu accès à ces moyens. Dans certaines des régions largement pénétrées par l'une ou l'autre de ces révolutions, de nombreux paysans n'ont jamais pu acquérir ces moyens et n'ont par conséquent pu progresser en rendement et en productivité. Ils ont donc été très vite appauvris par la baisse des prix agricoles réels, souffrant parfois des dégâts collatéraux résultant de ces révolutions (pollutions, baisse de niveau des nappes phréatiques, salinisation des sols irrigués...) <sup>27</sup>.

- **La crise écologique et sanitaire**

De plus en plus mal outillés, mal nourris et mal soignés, ces paysans ont alors une capacité de travail de plus en plus réduite. Ils sont donc obligés de concentrer leurs efforts sur les tâches immédiatement productives, et de négliger les travaux d'entretien de l'écosystème cultivé. Les aménagements mal entretenus dans les systèmes hydrauliques se dégradent. Pour réduire la difficulté du défrichage, les paysans s'attaquent à des friches plus jeunes ce qui accélère le déboisement et la dégradation de la fertilité. D'une manière générale, les terres de culture, mal désherbées, se salissent, les plantes cultivées, carencées en minéraux et mal entretenues sont de plus en plus sujettes aux maladies. La non durabilité économique du

---

<sup>25</sup> Alternatives Sud, l'Harmattan : « question agraire et mondialisation », p.14.

<sup>26</sup> Alternatives Sud, l'Harmattan : « question agraire et mondialisation », p.15.

<sup>27</sup> Ibid.

système productif entraîne alors la non durabilité écologique de l'écosystème cultivé, la sous-alimentation et donc la mauvaise santé<sup>28</sup>.

- **L'endettement, l'exode et la famine**

Appauvris, les paysans se rapprochent dangereusement du seuil de survie, c'est à dire le seuil en dessous duquel ils ne pourront plus poursuivre leur activité. Une mauvaise récolte suffit alors pour les contraindre à s'endetter. Les membres de la famille doivent alors aller trouver des emplois extérieurs ce qui affaiblit encore la capacité de production. Si les revenus extérieurs ne suffisent plus à nourrir la famille, celle-ci n'a plus d'autre issue que l'exode. Mais les PED n'offrant que peu d'opportunités d'emplois, la pauvreté rurale ne peut que déboucher sur le chômage et la pauvreté urbaine. Ce processus d'exclusion se retrouve particulièrement intense dans les PED qui ont hérité de conditions naturelles, infrastructurelles et financières particulièrement désavantageuses<sup>29</sup>.

- **Les conséquences économiques globales de la crise de la paysannerie pauvre.**

En fin de compte, la moitié de l'humanité, dans les campagnes ou dans les bidonvilles, se retrouve avec un pouvoir d'achat insignifiant. Ainsi, selon le PNUD, 2,8 milliards de personnes disposent de moins de 2 dollars par jour, et 1,2 milliard d'entre elles de moins de 1 dollar par jour. Cette immense insolvabilité des besoins sociaux, cette sous-consommation gigantesque, constitue le facteur qui limite le plus lourdement la croissance de l'économie mondiale.

Il apparaît donc que la libéralisation des échanges agricoles internationaux, qui tend à aligner partout les prix agricoles sur ceux du moins-disant mondial, est un mode de régulation doublement réducteur : d'un côté, il réduit la production en éliminant des couches toujours renouvelées de paysans sous-équipés et en décourageant la production de ceux qui restent ; d'un autre côté, il réduit la demande solvable en abaissant le revenu des paysans, des autres ruraux et des personnes condamnées à l'exode<sup>30</sup>.

---

<sup>28</sup> Alternatives Sud, l'Harmattan : « question agraire et mondialisation », p.18.

<sup>29</sup> Alternatives Sud, l'Harmattan : « question agraire et mondialisation », p.19.

<sup>30</sup> Alternatives Sud, l'Harmattan : « question agraire et mondialisation », p.20.

### **Conclusion:**

Entre développement autocentré et contrainte productiviste, l'Inde n'a donc eu d'autre choix que d'adopter les techniques agricoles occidentales de production.

Face à la compréhension des causes et conséquences de la révolution verte en Inde, plusieurs conclusions apparaissent. Il faut favoriser la production durable de produits agricoles locaux pour remédier aux problèmes de culture récurrents. En effet, les productions ancestrales étaient adaptées au milieu ambiant et ne nécessitaient pas d'apport supplémentaire, comme le démontre le cas de l'agriculture indienne. Aujourd'hui, grâce à la technique industrielle (intrants chimiques, conservateurs, irradiation etc.), on cultive de tout n'importe où sans pour autant le consommer sur place<sup>31</sup>, pour la simple et unique raison que les rendements doivent être croissants et correspondre à la demande mondiale, afin d'être « compétitifs ». De plus, il faut à tout prix investir de manière conséquente dans les infrastructures et équipements nécessaires (puits, irrigation, outils etc.) à la production régulière des denrées nécessaires tant pour la consommation locale que pour la commercialisation des produits agricoles. A ce sujet, le micro crédit apparaît comme une solution adapté au problème du sous investissement chronique dans la paysannerie des PED.

L'abondance caractérisée par les belles années de la révolution verte a donc une face cachée qui affecte désormais les agriculteurs indiens de manière durable. Ainsi l'agriculture intensive développée à l'échelle mondiale comporte ses risques écologiques, sanitaires mais reste surtout très inéquitable et peu respectueuse de notre environnement. Il faut y remédier au plus vite car pour l'instant « *la maison brûle et nous regardons ailleurs* »<sup>32</sup> ...

---

<sup>31</sup> Il faut se rendre compte des pollutions qui sont engendrées par le transport de denrées agricoles, parfois sur des milliers de kilomètres. Réduire la distance du lieu de production au lieu de consommation serait logique dans ce cadre là.

<sup>32</sup> Ironie et cynisme: C'est avec cette formule choc que Jacques Chirac avait entamé son discours lors du Sommet de la Terre à Johannesburg en 2002 ! Et pourtant ce n'est pas le plus fervent écologiste que la France connaisse...